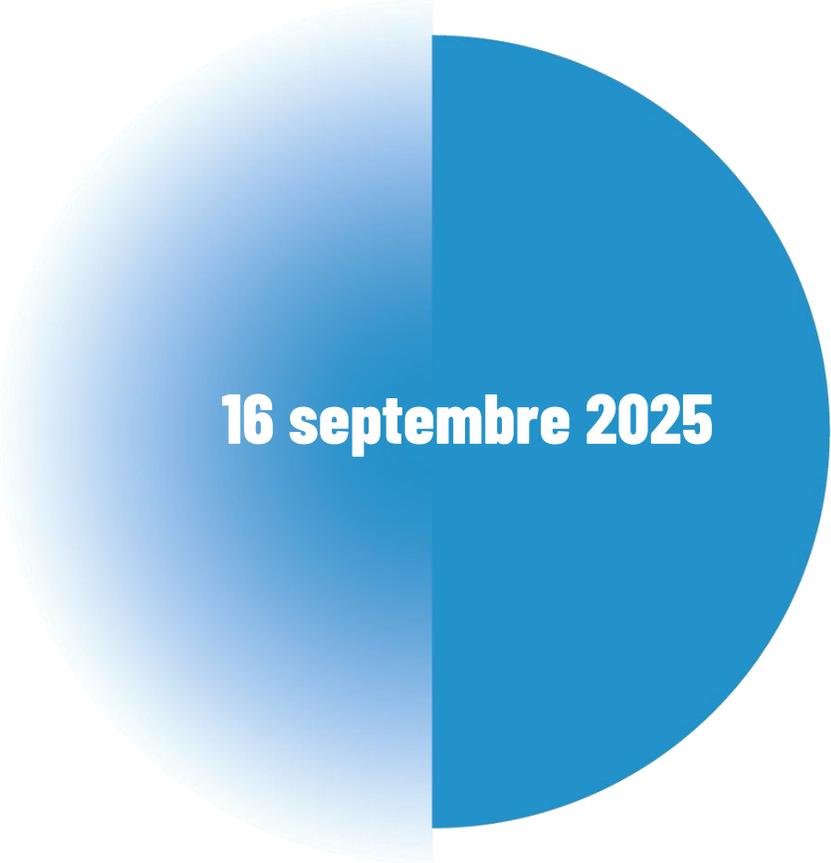


LE LAB

bpifrance



16 septembre 2025

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

BAROMÈTRE TRIMESTRIEL

FOCUS

INCERTITUDE POLITIQUE

Rexecode

PRINCIPAUX RÉSULTATS



TRÉSORERIE

L'indicateur d'évolution récente de la trésorerie continue de s'améliorer ce trimestre, tout en restant encore **largement sous sa moyenne historique**. Malgré cette amélioration, le jugement moyen sur la trésorerie se détériore légèrement.

Les dirigeants se montrent un peu plus confiants pour les prochains mois. L'indicateur d'évolution future de la trésorerie s'inscrit en hausse de 2 points sur le trimestre et de 4 points depuis le début de l'année, tout en restant là encore sous sa moyenne historique.



INVESTISSEMENT

Les intentions d'investissement se stabilisent ce trimestre, avec **45 % de dirigeants prévoyant d'investir en 2025**. Le solde d'opinion sur les montants investis se redresse de 7 points ce trimestre, mais reste encore nettement inférieur à sa moyenne historique.

Les dépenses d'investissement restent majoritairement consacrées au **renouvellement et à la modernisation des équipements**. Les dirigeants sont un peu plus nombreux à prévoir des investissements pour étendre leur capacité de production, même si ce motif reste moins cité qu'un au auparavant. Ce trimestre confirme la baisse des investissements verts dans les budgets d'investissement.



ACCÈS AU CRÉDIT

La proportion de dirigeants de PME / TPE rencontrant des difficultés d'accès au crédit de trésorerie se stabilise ce trimestre. 19 % des dirigeants ayant recours au financement de court terme ont rencontré des difficultés pour y accéder.

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement continuent de se réduire. La proportion de dirigeants déclarant rencontrer des obstacles pour financer leurs investissements auprès des établissements de crédit s'établit à 13 %, un niveau désormais inférieur à la moyenne de long terme. L'accès au financement est d'ailleurs de moins en moins cité comme un frein à la croissance.

PRINCIPAUX RÉSULTATS



FREINS À LA CROISSANCE

L'insuffisance de la demande demeure, de loin, le principal frein à la croissance, même si l'on observe un très léger fléchissement ce trimestre.

Les difficultés de recrutement apparaissent comme le 2^{ème} frein le plus cité, mais sont bien moins contraignantes qu'un an auparavant. Les dirigeants sont à la fois moins nombreux à chercher à recruter, et parmi ceux qui ont des besoins de recrutement, ils sont moins nombreux à rencontrer des difficultés de recrutement.

Les principales difficultés que rencontrent les dirigeants pour recruter le personnel dont ils ont besoin sont le décalage entre le niveau de qualification demandé et celui des candidats, l'absence pure et simple de candidats pour le poste proposé, et la faible adaptabilité perçue des candidats à l'entreprise.

Ces difficultés de recrutement ont principalement amené les dirigeants à modifier leurs modes de recrutement et à revoir à la baisse leurs attentes sur le niveau de qualification des candidats. Ils sont par ailleurs plus nombreux que les années précédentes à demander à leurs salariés d'exécuter de nouvelles tâches. Un tiers des dirigeants rapportent avoir été contraints de restreindre leur activité.



FOCUS INCERTITUDE POLITIQUE

L'inquiétude des dirigeants générée par l'incertitude politique repart à la hausse ce trimestre. 57 % des PME et TPE interrogées redoutent qu'elle ait un impact négatif « fort » sur leur activité. Malgré tout, l'impact sur les perspectives d'embauche semble se réduire : davantage de dirigeants comptent maintenir leurs projets d'embauches malgré l'incertitude. Le constat est plus mitigé concernant les projets d'investissement : les perspectives d'annulation se réduisent légèrement au profit de reports, mais seuls 34 % des dirigeants prévoient de maintenir leurs projets d'investissement.

L'annonce le 25 août de la tenue d'un vote de confiance début septembre semble avoir renforcé l'inquiétude des dirigeants. Les dirigeants ayant répondu après cette date sont plus nombreux à craindre un impact négatif fort de l'incertitude politique sur leur activité (67 % contre 50 % des dirigeants ayant répondu entre le 21 et le 25 août). En cohérence, ils sont également plus nombreux à prévoir de reporter voire annuler leurs projets d'embauche et/ou d'investissement.

SOMMAIRE



**RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE**



**FOCUS - DIFFICULTÉS
DE RECRUTEMENT**



**FOCUS - INCERTITUDE
POLITIQUE**



MÉTHODOLOGIE



**BPIFRANCE LE LAB,
REXECODE**



RÉSULTATS DE
L'ENQUÊTE

TRÉSORERIE



Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ?

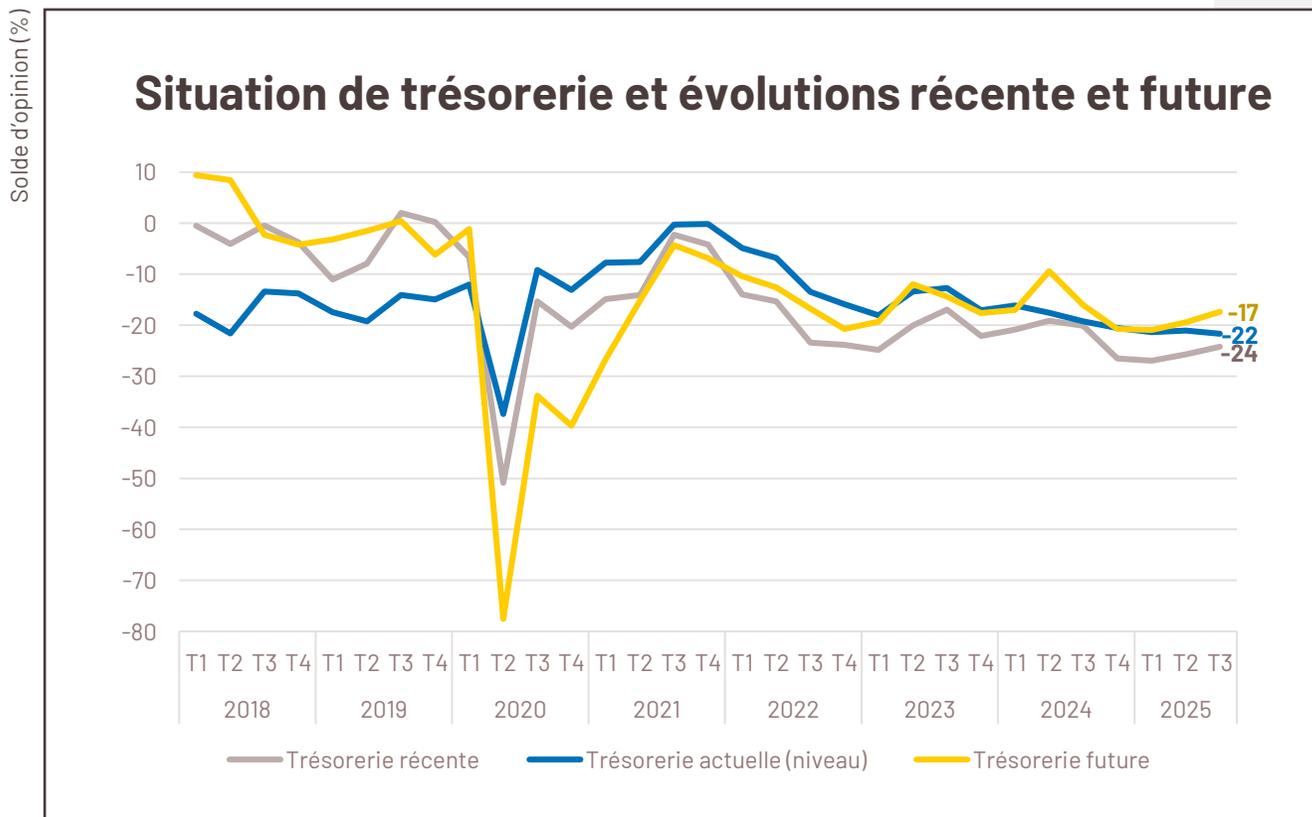
- En amélioration
- Stable
- En dégradation

Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ?

- Aisée
- Normale
- Difficile

Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ?

- En amélioration
- Stable
- En dégradation



Base : Ensemble des répondants
 Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

À -24, le solde d'opinion des dirigeants de PME / TPE sur l'évolution récente de la trésorerie de leur entreprise progresse de 2 points depuis mai. Il reste toutefois à bas niveau, se situant encore 10 points sous sa moyenne 2018-2024. Un tiers des dirigeants déclarent une dégradation de leur trésorerie au cours des 3 derniers mois tandis que seulement 9 % constatent une amélioration, des proportions relativement stables depuis maintenant 3 ans.

Le jugement moyen sur le niveau actuel de trésorerie des PME / TPE se détériore légèrement (-1 point, à -22). En baisse quasi-continue depuis le point haut atteint fin 2021, il s'inscrit désormais 5 points sous sa moyenne pré-Covid (2018-2019).

Les perspectives d'évolution de la trésorerie se redressent timidement. Le solde d'opinion sur les perspectives de trésorerie à trois mois augmente de 2 points ce trimestre et de 4 points depuis le début d'année. À -17, il reste toutefois encore inférieur à son niveau moyen historique (-14 sur 2018-2024), et plus encore à son niveau d'avant crise (0 en 2018-2019).

DÉLAIS DE PAIEMENT

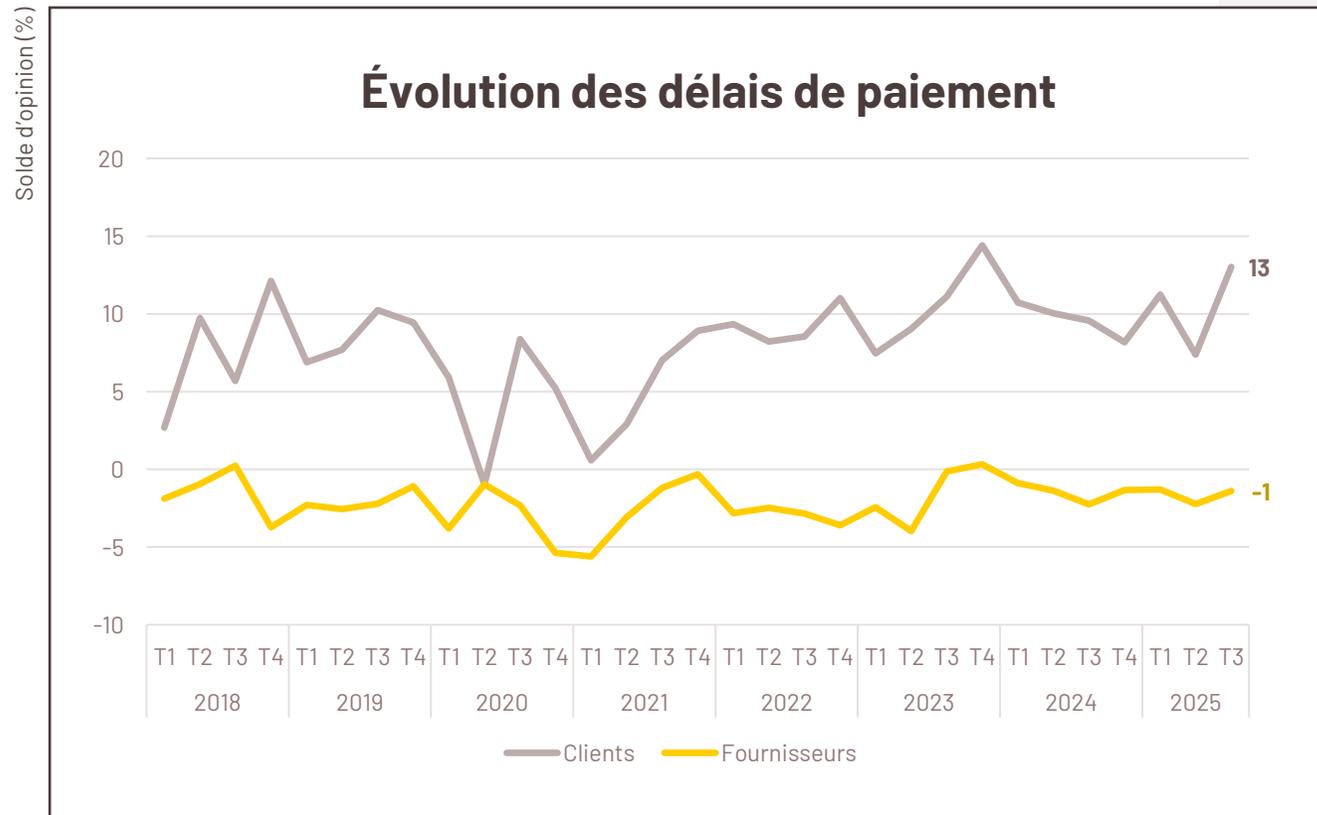


Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul

Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dirigeants font part d'une nette hausse des délais de paiement de leurs clients depuis mai dernier. À +13, le solde d'opinion retrouve son niveau pré-Covid et s'établit légèrement au-dessus de son niveau moyen historique (+8 sur 2018-2024).

Le solde d'opinion relatif aux délais de paiement des fournisseurs est quant à lui globalement stable, à -1.

👉 Le solde d'opinion sur les délais de paiement des clients ayant fortement augmenté, alors que celui relatif aux fournisseurs est plutôt stable, **le « solde commercial » subi par les PME / TPE se dégrade sensiblement ce trimestre.**

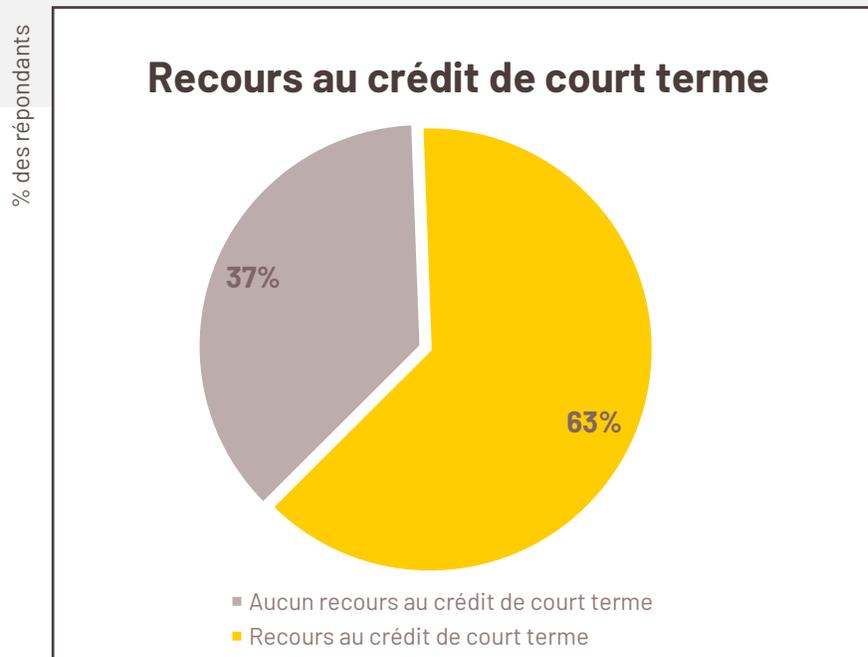
FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION COURANTE



Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

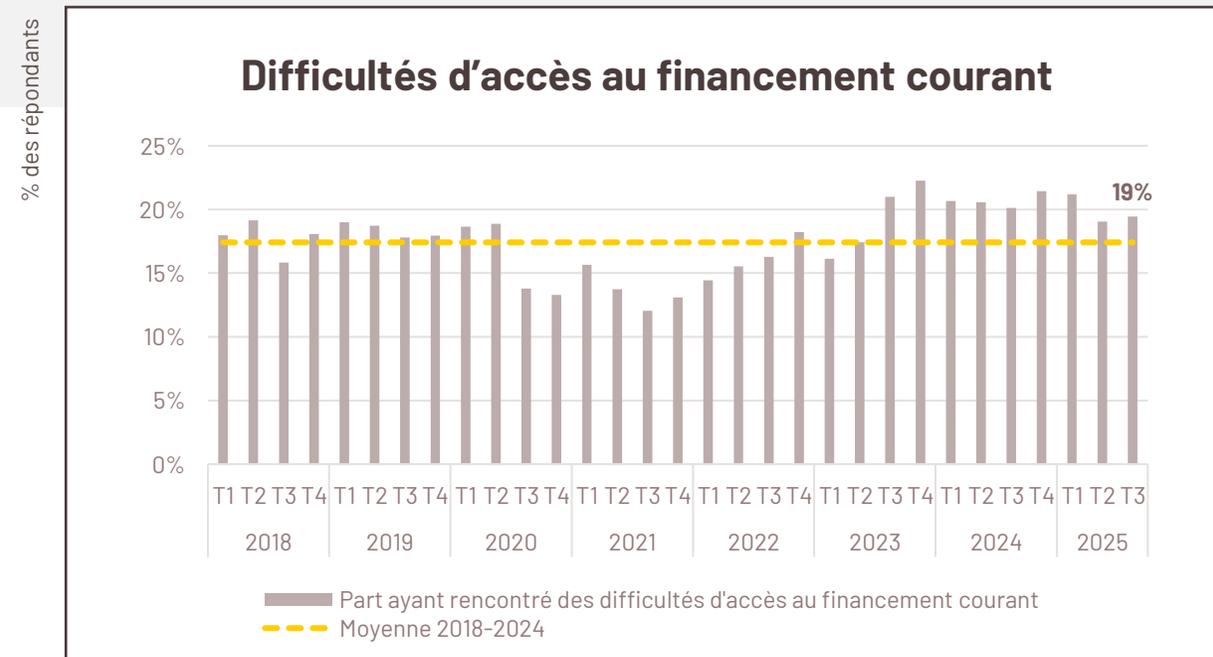
- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin)

63 % des PME / TPE ont eu recours au crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion en légère baisse sur le trimestre et sur un an, et sensiblement inférieure à sa moyenne de longue période (69 % sur la période 2018-2024).



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 19 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion stable sur le trimestre, légèrement supérieure à celle observée sur longue période (17 % sur 2018-2024).



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

INVESTISSEMENT (1/2)

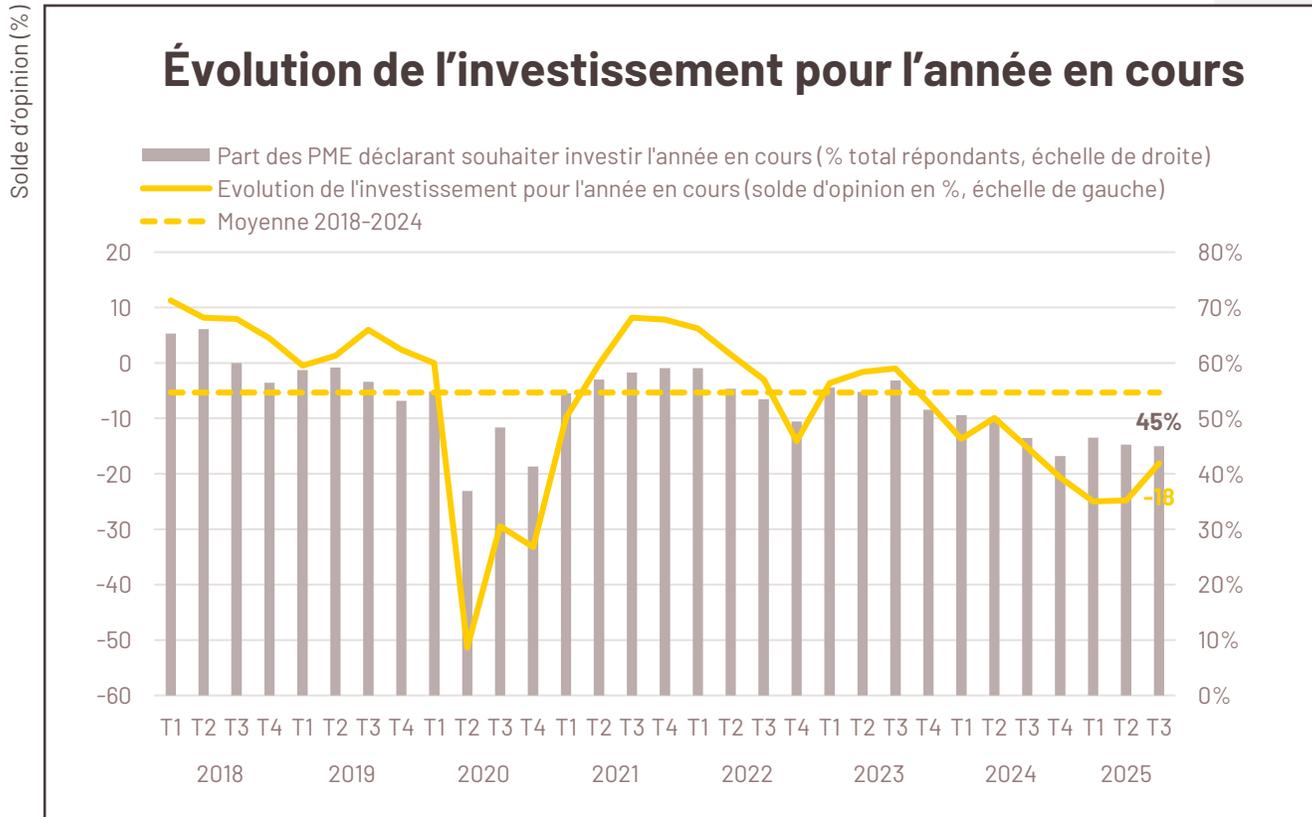


Comptez-vous investir cette année ?

- Oui
- Non

Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ?

- En hausse
- Stables
- En baisse



Base : Ensemble des répondants
 Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

% des répondants

Les intentions d'investissement, en baisse depuis mi-2023, semblent se stabiliser. Au 3^e trimestre 2025, 45 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir en 2025, une proportion quasi stable sur le trimestre comme sur un an.

Le solde d'opinion relatif à l'évolution des montants investis se redresse ce trimestre. Après avoir atteint au premier semestre son plus bas niveau hors période Covid, le solde d'opinion se redresse de 7 points à la rentrée. À -18, il s'approche du niveau observé un an auparavant (-15) mais reste encore largement inférieur à sa moyenne historique (-5). Parmi les dirigeants de PME/TPE comptant investir en 2025, 36 % prévoient de réduire le budget dédié à ces dépenses (-5 points sur le trimestre) tandis que 18 % envisagent de l'augmenter (+2 points).

L'annonce par François Bayrou le 25 août de la tenue d'un vote de confiance semble avoir renforcé l'attentisme des dirigeants (cf. focus page 18). La proportion de dirigeants comptant investir cette année est moindre chez les dirigeants ayant répondu à partir du 26 août (42 % contre 47 % pour ceux ayant répondu avant). Le solde d'opinion sur l'évolution des dépenses d'investissement se redresse malgré tout également pour cet échantillon, même si plus timidement (solde à -20 contre -17).

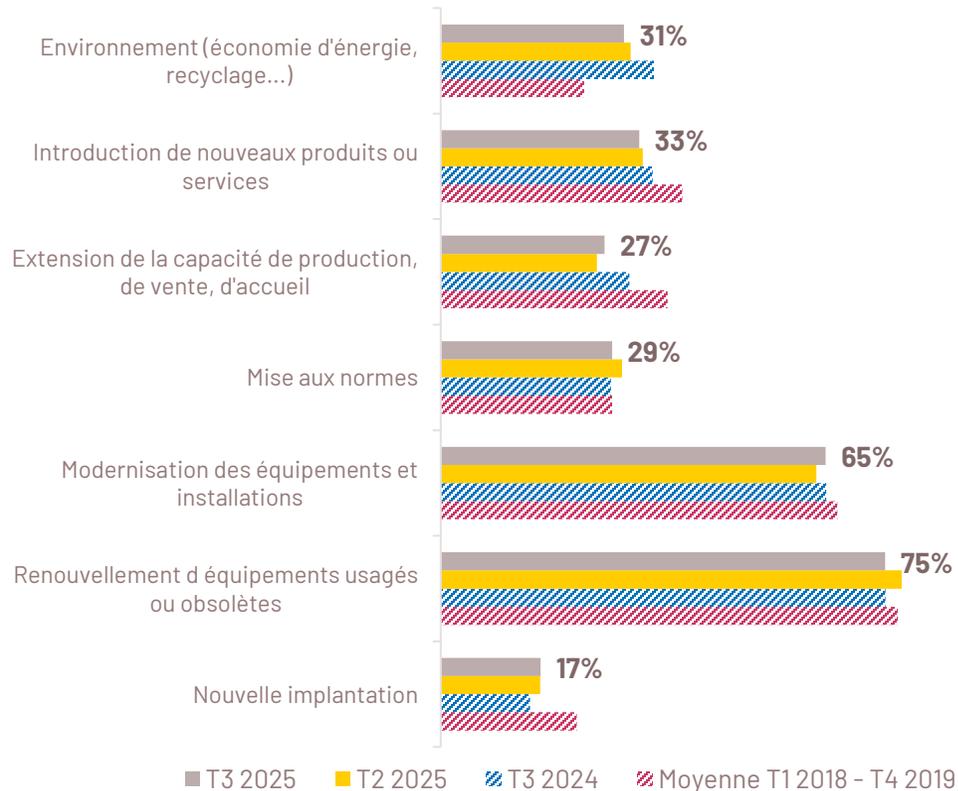
INVESTISSEMENT (2/2)



Si vous avez investi ou comptez le faire cette année : pour quelle(s) destination(s) ?

% des répondants

Principales destinations des investissements



Le renouvellement d'équipements usagés ou obsolètes et la modernisation des équipements et des installations demeurent, de loin, les principales destinations des investissements. Ces motifs sont cités dans des proportions proches de celles observées un an auparavant.

Les dirigeants sont un peu plus nombreux qu'au trimestre précédent à prévoir d'investir dans l'extension des capacités de production. Toutefois, ce motif reste bien moins cité qu'il y a un an ou qu'avant Covid, comme c'est le cas également pour l'introduction de nouveaux produits ou services, qui apparaissent moins prioritaires en temps de budgets d'investissement restreints.

Ce trimestre confirme la baisse du poids des investissements verts dans les budgets d'investissement. 31 % des dirigeants prévoient d'allouer une partie de leurs dépenses d'investissement au titre de l'environnement, une proportion en baisse de 5 points sur un an et de 13 points sur deux ans, en pleine crise énergétique. Cette proportion demeure malgré tout supérieure à sa moyenne pré-Covid (24 %).

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



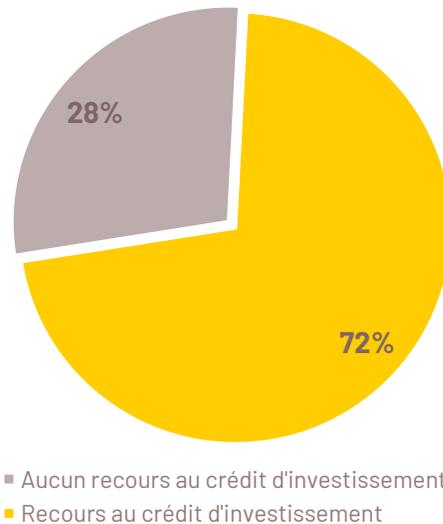
Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin de financement)

72 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2025 auraient recours au crédit pour financer leurs investissements. Cette proportion est en légère baisse sur un an, et bien inférieure à sa moyenne pré-Covid (82 %).

% des répondants

Recours au crédit d'investissement

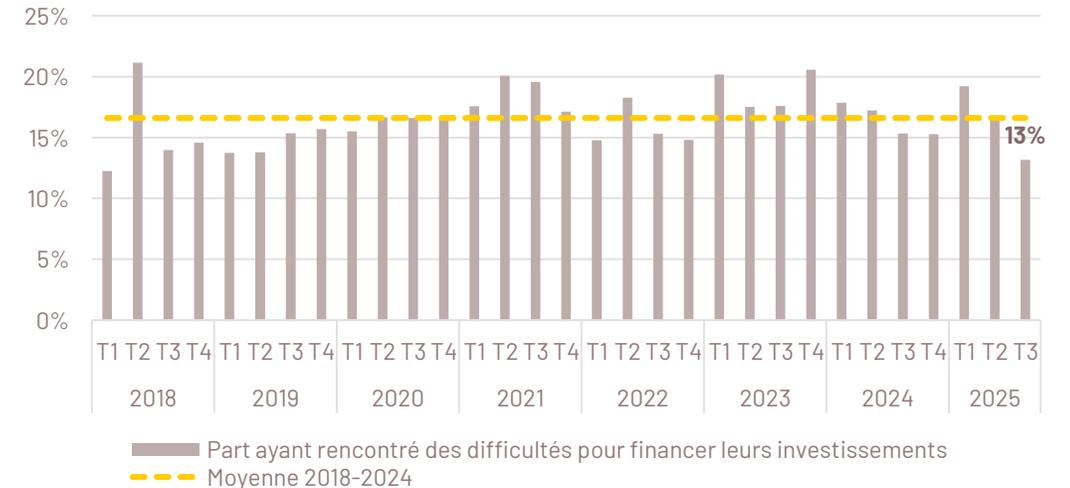


Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **13 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les établissements de crédit**, une proportion en nette baisse depuis le début de l'année, et désormais inférieure à sa moyenne de long terme (17 %). Il s'agit même du plus bas niveau relevé depuis la première vague de l'enquête en 2018.

% des répondants

Difficultés d'accès au crédit d'investissement

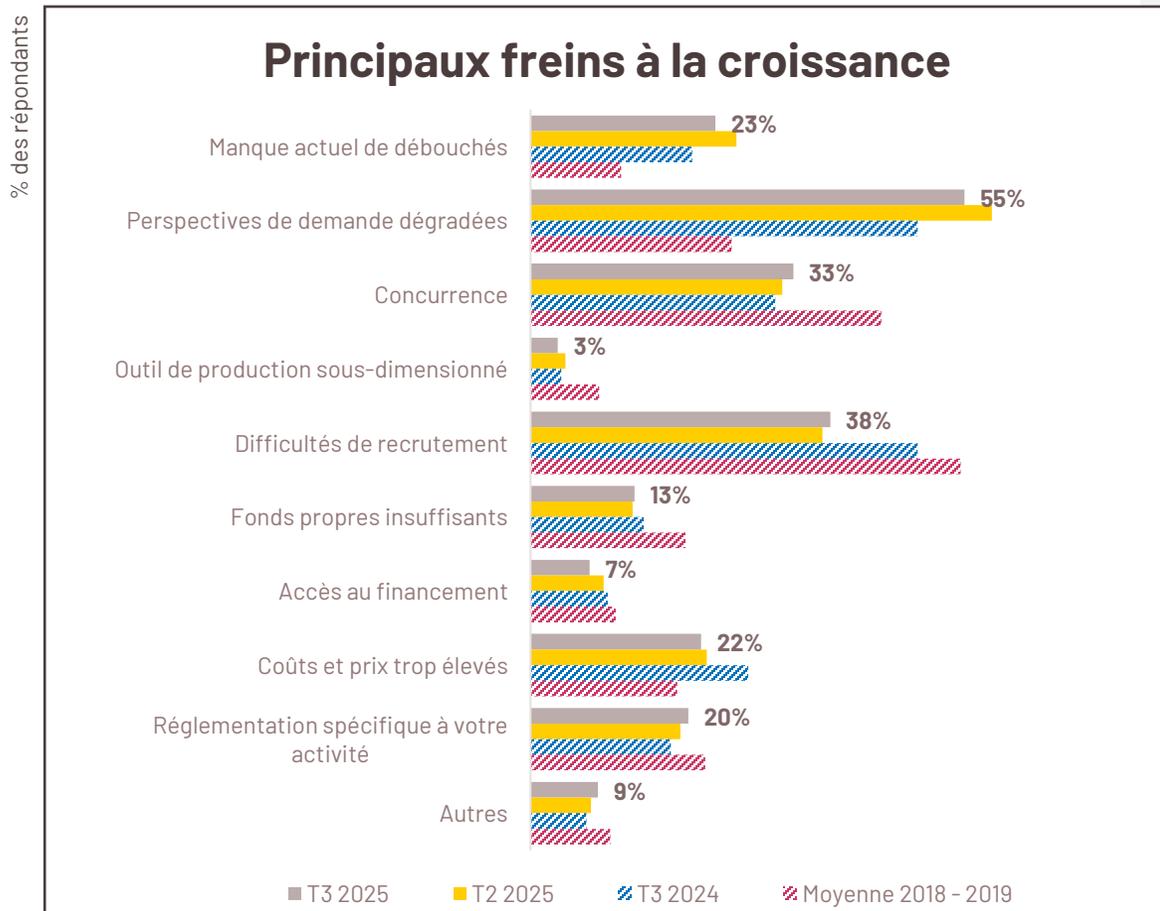


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2025
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FREINS À LA CROISSANCE



Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



La faiblesse de la demande reste le principal frein à la croissance des TPE/PME mais apparaît un peu moins pesante qu'au trimestre précédent. 61 % des dirigeants citent l'insuffisance de la demande, qu'elle soit présente (23 %) et/ou future (55 %), comme l'un des principaux freins à sa croissance. Cette proportion s'affiche en baisse de 3 points depuis mai dernier, où elle avait atteint son plus haut niveau hors période Covid. Elle reste tout de même proche des niveaux records et nettement supérieure au niveau atteint un an plus tôt (55 % au T3 2024).

Alors que le marché du travail reste peu porteur, les difficultés de recrutement sont relativement stables au 3^e trimestre et bien moins contraignantes qu'il y a un an. Les barrières à l'embauche ont sensiblement évolué ces dernières années et les dirigeants tentent de s'adapter pour les contourner (cf. focus page 14).

Le niveau de concurrence demeure le 3^{ème} frein à la croissance, en légère progression depuis un an. Il est perçu comme un frein par 33 % des dirigeants, une proportion en hausse de 2 points sur un an.

L'accès au financement est de moins en moins cité comme frein à la croissance (par 7 % des dirigeants, soit -3 points sur un an), en cohérence avec le recul observé des difficultés de financement des investissements.

DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

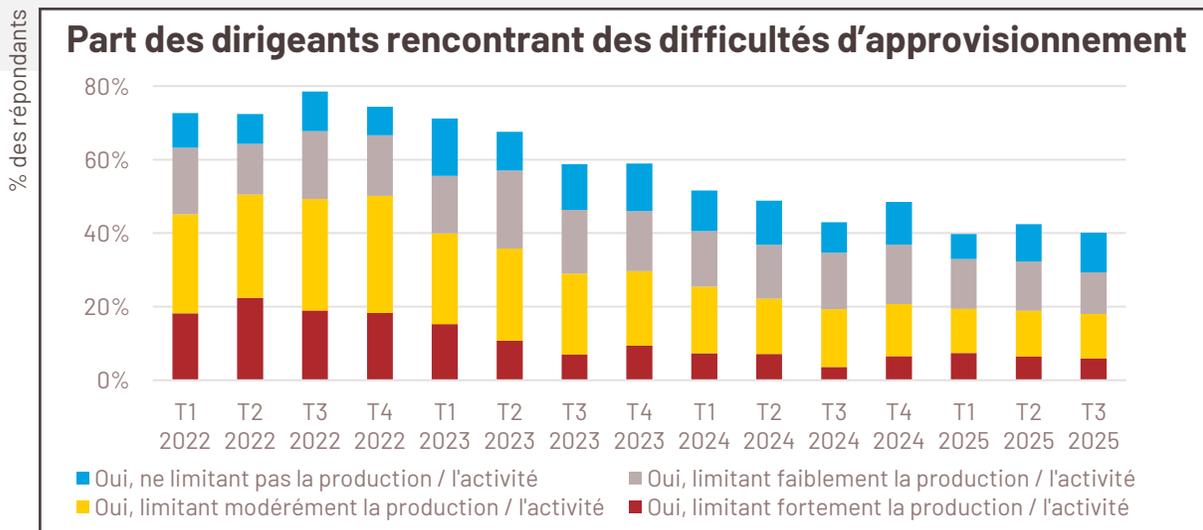


- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

Les difficultés d'approvisionnement (y compris hausse de prix/coûts) sont stables. 40 % des répondants déclarent y faire face, une proportion globalement stable depuis le début de l'année. 28 % n'y sont pas confrontés et 29 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

La part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent fortement leur activité se maintient à 6 % ce trimestre, une proportion globalement stable depuis mi-2023.

Part des dirigeants rencontrant des difficultés d'approvisionnement

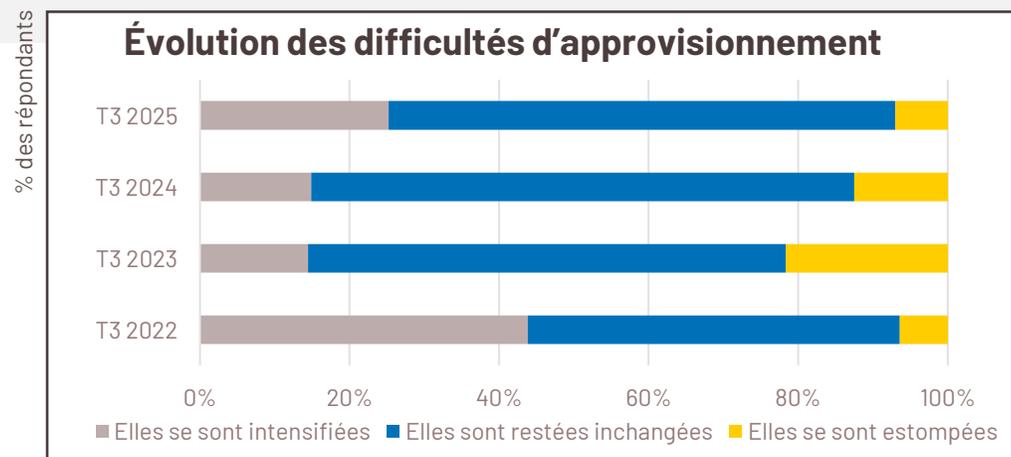


Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, une large majorité (68 % d'entre eux) estime qu'elles n'ont pas évolué au cours des 3 derniers mois. 25 % considèrent qu'elles se sont intensifiées au cours des trois derniers mois contre seulement 7 % jugeant qu'elles se sont estompées.

25 % des dirigeants faisant face à des difficultés d'approvisionnement s'attendent à ce qu'elles se résorbent d'ici 1 an tandis que 30 % estiment qu'elles perdureront au-delà. Près de la moitié des dirigeants n'ont pas de visibilité sur l'horizon de résorption de ces difficultés d'approvisionnement.

Évolution des difficultés d'approvisionnement



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



FOCUS

**DIFFICULTÉS DE
RECRUTEMENT**

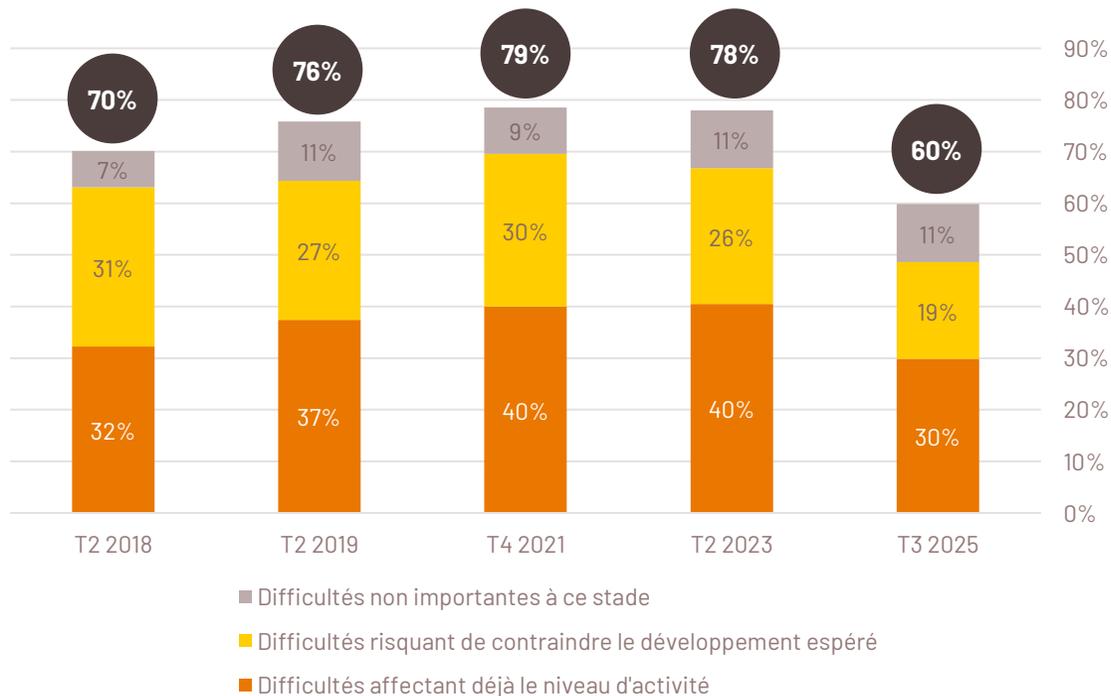
DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT



- Sur les 12 derniers mois, avez-vous rencontré des difficultés pour recruter du personnel ? Oui / Non / Non concerné (pas de besoin de recrutement)
- Si oui, ces difficultés contraignent-elles l'activité de votre entreprise ?
- Selon vous, ces difficultés sont-elles principalement liées à la conjoncture actuelle et donc passagères, ou relèvent-elles d'une problématique plus profonde et structurelle ?

Solde d'opinion (%)

Ampleur des difficultés de recrutement parmi les dirigeants ayant cherché à recruter au cours des 12 derniers mois



Base : Dirigeants ayant cherché à recruter au cours des 12 derniers mois

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les besoins de recrutement sont moins élevés qu'au cours des dernières années. 31 % des dirigeants disent ne pas avoir cherché à recruter au cours des 12 derniers mois, une proportion en hausse par rapport aux interrogations de 2018, 2019, 2021 et 2023 (22 % en moyenne).

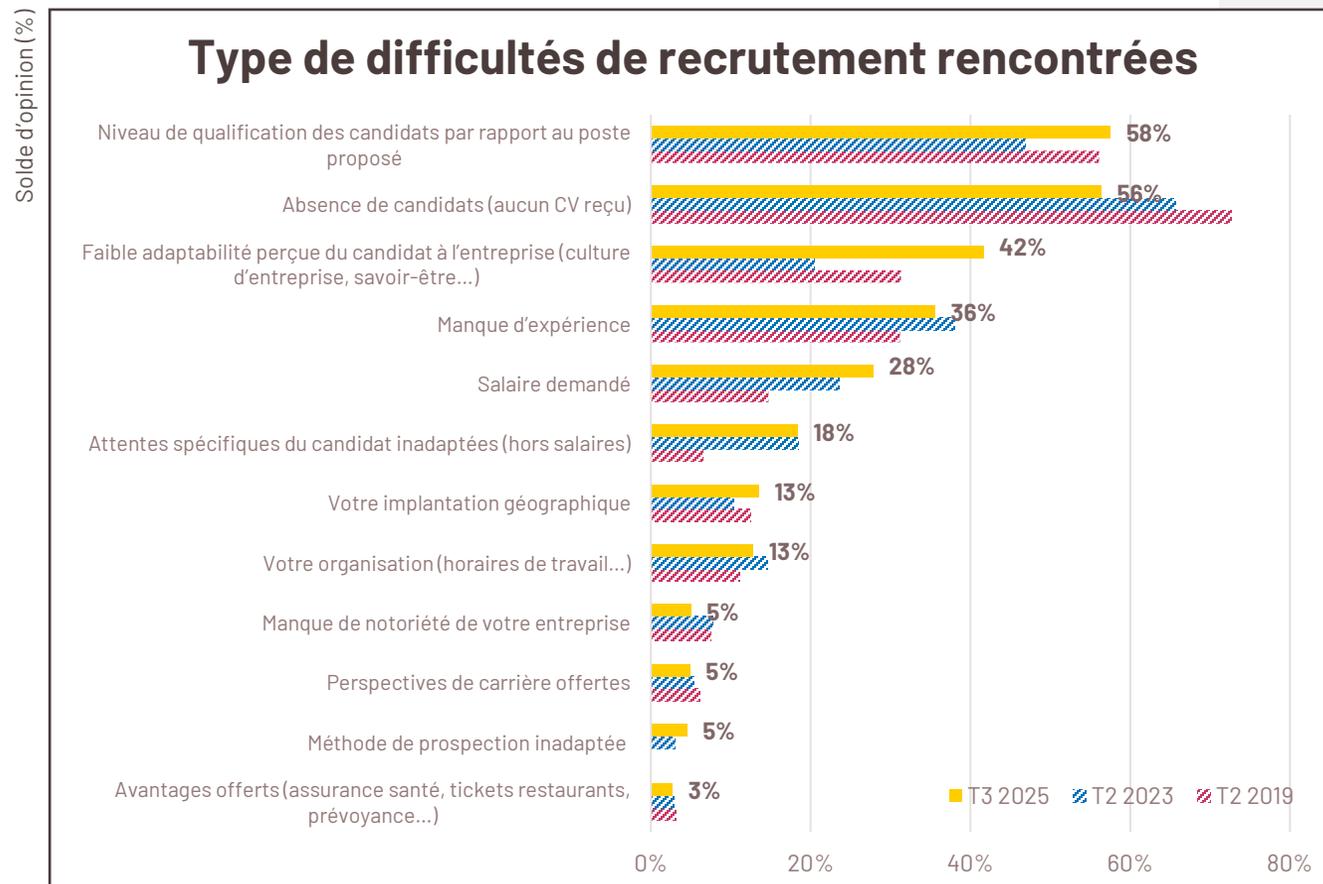
Par ailleurs, ceux qui cherchent à recruter rencontrent moins de difficultés pour le faire qu'auparavant. 60 % des dirigeants concernés déclarent avoir rencontré des difficultés de recrutement, une proportion en forte baisse par rapport aux interrogations précédentes (76 % en moyenne entre 2018 et 2023). Parmi eux, la moitié estiment que ces difficultés affectent significativement l'activité de leur entreprise (soit 21 % de l'ensemble des répondants) et un tiers signalent un risque pour le développement espéré de leur activité.

Les difficultés de recrutement relèvent plus souvent d'une problématique structurelle que de la conjoncture actuelle, même si les deux y participent. Environ la moitié des dirigeants confrontés à des difficultés de recrutement estiment qu'elles s'expliquent à la fois par la conjoncture actuelle et par des problématiques structurelles. 38 % les jugent principalement de nature structurelle quand seulement 13 % les jugent principalement conjoncturelles.

DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT



- Quelles ont été la ou les barrières à l'embauche ?



Base : Dirigeants ayant rencontré des difficultés de recrutement au cours des 12 derniers mois

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'inadéquation du niveau de qualification du candidat par rapport au poste proposé apparaît comme la principale difficulté de recrutement, citée par 58 % des dirigeants rencontrant des difficultés de recrutement. Cette proportion, en forte progression sur 2 ans, se rapproche de celle observée en 2019.

Les difficultés de recrutement s'expliquent également en grande partie par l'absence de candidats, pour plus de la moitié des dirigeants (56 %). C'est toutefois bien moins le cas que les années précédentes (66 % en 2023, 73 % en 2019).

Viennent ensuite la faible adaptabilité perçue du candidat à l'entreprise (42 %, en très nette progression par rapport à 2023 et 2019), son manque d'expérience (36 %), le niveau de salaire demandé (28 %, là aussi en forte progression par rapport à 2023 et 2019) et des attentes inadaptées (18 %). Selon les dirigeants, les difficultés de recrutement tiennent davantage à l'inadéquation des attentes et des compétences des candidats par rapport au poste proposé qu'à l'entreprise elle-même (implantation géographique, organisation, notoriété, perspectives d'évolution, etc.).

DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT



• Craignez-vous un impact négatif du contexte d'incertitude en termes de politique économique sur l'activité de votre entreprise ?

Oui, un impact fort / Oui, un impact léger / Non, pas d'impact anticipé

Solde d'opinion (%)

Principales actions menées pour faire face aux difficultés de recrutement



Base : Dirigeants ayant rencontré des difficultés de recrutement au cours des 12 derniers mois

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Pour faire face à ces difficultés, les dirigeants ont principalement modifié leurs modes de recrutement (35 % d'entre eux, en forte baisse depuis 2019), et revu à la baisse leurs attentes en termes de qualification, beaucoup plus que par le passé (33 % d'entre eux, contre 22 % en 2023 et 20 % en 2019).

Un tiers estime avoir été contraint de restreindre son activité en raison de ces difficultés de recrutement, une proportion globalement stable depuis 2019.

Parmi les autres actions, 23 % ont mis en place des avantages monétaires (augmentation de salaire, versement de primes) pour fidéliser la main d'œuvre en place et 23 % ont réévalué à la hausse les salaires des postes à pourvoir.

22 % déclarent avoir demandé à leurs salariés de diversifier leurs missions, une proportion en nette hausse par rapport aux éditions précédentes (autour de 15 %).

35 % contournent ces difficultés en recourant davantage à l'intérim (20 %) et/ou en externalisant certaines tâches à des sous-traitants (19%).



FOCUS

INCERTITUDE

POLITIQUE

INCERTITUDE POLITIQUE

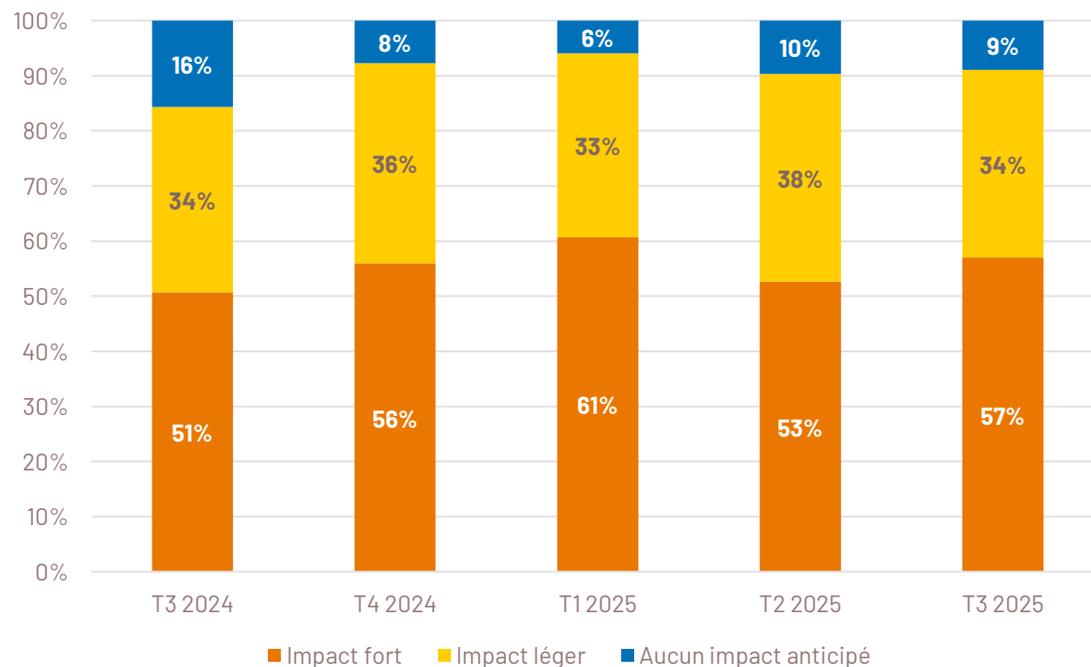


• Craignez-vous un impact négatif du contexte d'incertitude en termes de politique économique sur l'activité de votre entreprise ?

Oui, un impact fort / Oui, un impact léger / Non, pas d'impact anticipé

Solde d'opinion (%)

Impact anticipé de l'incertitude politique sur l'activité



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le contexte d'incertitude politique continue de peser lourdement sur l'activité des PME et TPE. 91 % redoutent un impact négatif sur leur activité, de forte ampleur pour la majorité d'entre elles.

La proportion de dirigeants craignant un impact négatif fort du climat d'incertitude politique sur leur activité, qui avait fléchi au printemps, repart à la hausse. 57 % des dirigeants anticipent désormais un fort impact sur l'activité de leur entreprise (+4 points depuis mai dernier), une proportion qui reste un peu plus faible qu'en début d'année (61 % en février).

L'impact anticipé de l'incertitude politique sur l'activité des TPE/PME semble s'être accru après l'annonce le 25 août par le Premier Ministre de la tenue d'un vote de confiance le 8 septembre. Alors que 50 % des dirigeants ayant répondu entre le 21 et le 25 août redoutent un fort impact sur leur activité, cette proportion grimpe à 67 % chez les dirigeants ayant répondu après le 25 août.

FREINS À LA CROISSANCE



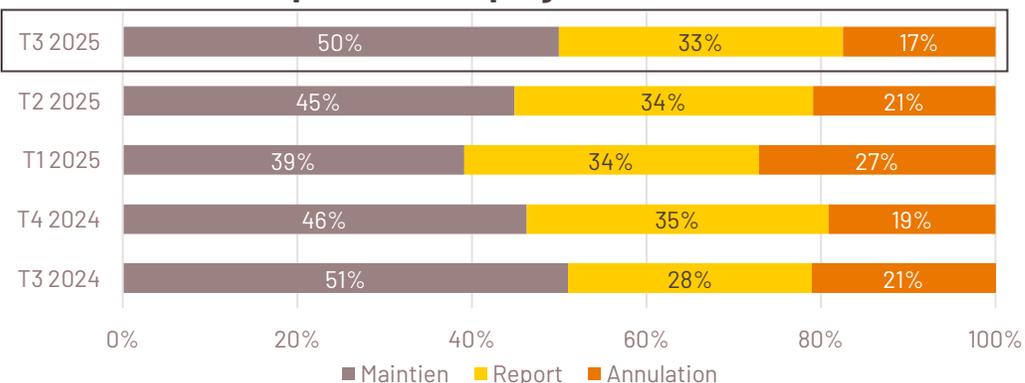
• Compte tenu de l'incertitude en termes de politique économique, quelles sont vos intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauches et d'investissement de votre entreprise ?

Maintien / Report / Annulation / Non concerné (pas de projet)

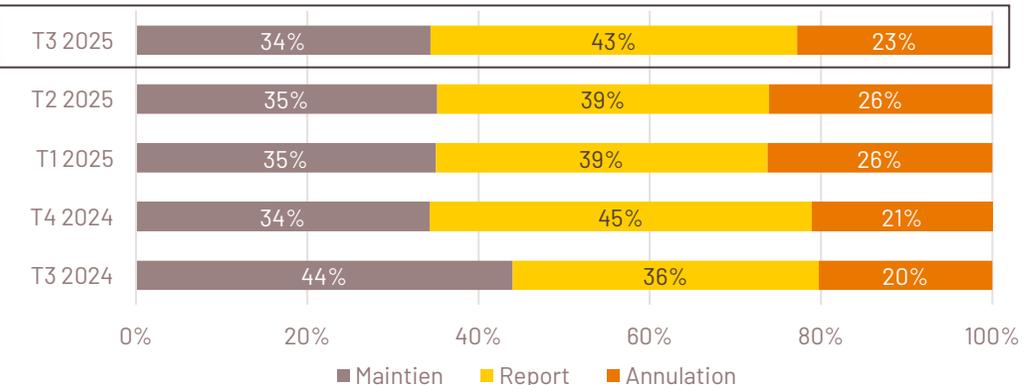
* Vous comptez maintenir vos projets d'investissement malgré le contexte d'incertitude politique. Comptez-vous néanmoins les adapter ?

* Le report ou l'annulation de vos projets d'investissement concerne-t-il la totalité des investissements prévus ou une partie seulement ?

Impact sur les projets d'embauches



Impact sur les projets d'investissement



Malgré la persistance du climat d'incertitude, son impact sur les perspectives d'embauches semble se réduire, tout en restant à un niveau élevé. Désormais, la moitié des dirigeants qui avaient des projets d'embauches comptent les maintenir malgré l'incertitude politique, une proportion en hausse de 5 points par rapport au 2^e trimestre et de 11 points par rapport au 1^{er} trimestre. 33 % prévoient à l'inverse de les reporter (une proportion quasi stable depuis le début d'année) et 17 % de les annuler (-4 points sur le trimestre et -10 points en 6 mois).

En revanche, l'impact sur les projets d'investissement est plus persistant, même si l'on observe également une légère baisse des intentions d'annulation de ces projets. La part de dirigeants ayant des projets d'investissement et prévoyant de les maintenir est quasi stable à 34 %, dont seulement 22 % comptant les maintenir tels quels, les 12 % restant prévoyant d'en réduire les montants ou de réorienter leurs investissements. En revanche, la proportion de dirigeants prévoyant de les annuler diminue légèrement (23 %, soit -3 points sur le trimestre), au profit de ceux prévoyant de les reporter (43 %, soit +4 points).

Le renforcement de l'incertitude après l'annonce du vote de confiance affecte les décisions d'embauche et d'investissement des dirigeants. Ceux ayant répondu après le 25 août sont plus nombreux en proportion à compter reporter ou annuler leurs projets d'embauche (57% contre 47% de ceux ayant répondu entre le 21 et le 25 août) et surtout d'investissement (76% contre 60 %).

Base : Répondants qui ont / avaient des projets d'embauches / d'investissement

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



MÉTHODOLOGIE



Interrogation par voie numérique de **4 058** dirigeants de PME/TPE du **21 août au 3 septembre 2025**.
L'analyse en première partie porte sur les **1 222** premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur **1 219** PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les conséquences de l'incertitude politique et la complexité administrative) comporte **10 questions autour de trois axes**.



**TRÉSORERIE, DÉLAIS DE PAIEMENT,
FINANCEMENT COURT TERME**



**INVESTISSEMENT, FINANCEMENT
DE L'INVESTISSEMENT**



**FREINS
À LA CROISSANCE**

DÉFINITIONS

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100%, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.



AU SUJET DE

BPIFRANCE LE LAB,

REXECODE



Investir, innover, exporter, recruter, orienter, manager... La prise de décision est essentielle pour les dirigeants d'entreprises.

Or, dans un monde globalisé, l'information surabondante, les idées reçues et les fausses informations nuisent à une prise de décision éclairée.

La mission de Bpifrance Le Lab est d'éclairer la décision des dirigeants d'entreprise et des acteurs de leur écosystème. Notre collectif d'experts décrypte des sujets variés, de l'économie à la psychologie du dirigeant, en passant par la gestion de l'entreprise, en produisant des connaissances fiables issues de méthodes scientifiques et rigoureuses.

Le Lab contribue à l'épanouissement des dirigeants, au développement des entreprises et de l'économie française, à servir l'avenir.

Bpifrance Le Lab

Décrypter pour décider.

www.lelab.bpifrance.fr



Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

www.rexecode.fr

